

Soyons à l'offensive !

n°66
Septembre 2025

Depuis des mois la situation internationale et française nous assomme, nous laisse désespéré·es et en colère. Les massacres se poursuivent en toute impunité à Gaza car malgré la mobilisation, les Etats refusent d'ouvrir les yeux sur la réalité d'un génocide qu'ils laissent perdurer. Israël refuse toujours de laisser entrer l'aide humanitaire à Gaza qui est ravagé par la famine. Ukraine, Soudan, Congo... l'année 2024 a battu le record de conflits armés depuis 1946, selon l'Institut de recherche sur la Paix d'Oslo.

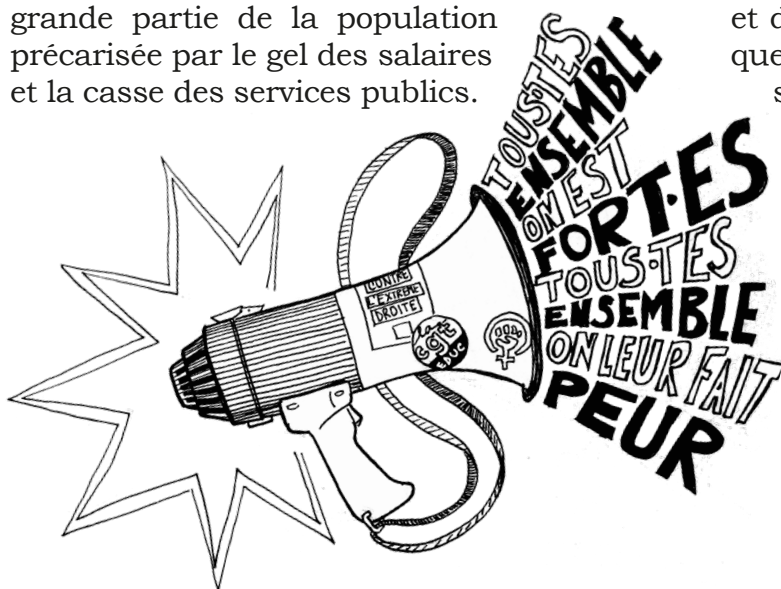
Parce que la paix, ce n'est pas l'objectif de nos dirigeant·es. Au contraire, les discours guerriers et les volontés de militarisation – de la jeunesse notamment – se multiplient et constituent un des grands arguments pour justifier l'austérité que l'on veut nous imposer. L'autre étant la dette de la France, soudainement hors de contrôle et agitée comme une catastrophe imminente que nous devons tous·tes travailler à éviter.

Tous·tes, sauf les plus riches et les grandes entreprises qu'il ne faudrait surtout pas mettre à contribution. Ce discours hypocrite est devenu insupportable pour une grande partie de la population précarisée par le gel des salaires et la casse des services publics.

Finalement, tout cela a fait déborder la colère et fait émerger un mouvement contestataire venu de la base, à même de déstabiliser ce gouvernement. Le mouvement du 10 septembre, d'abord sujet à méfiance, a débordé ses origines douteuses pour devenir une mobilisation massive et large. La chute du gouvernement Bayrou programmée pour le 8 septembre n'y a rien changé. Peut-être espérait-il éviter l'embrasement – c'est un échec. Nous ne nous y sommes pas trompé·es : remplacer la tête ne change rien au corps, au projet de fond d'un capitalisme qui ne fait qu'appauvrir la population pour engraisser les puissant·es.

La CGT était au rendez-vous de ces mobilisations, avec des appels à la grève, des piquets, des AG, des rassemblements... Et une deuxième date de grève proche comme perspective de poursuite de la mobilisation.

Dans notre secteur aussi les raisons de se mobiliser sont fortes en cette rentrée : pour exiger l'abandon du parcours en Y au lycée pro et des groupes de besoins au collège, contre les fermetures de classe arbitraires et tardives, pour la création d'un statut pour les AESH et de réels moyens alloués à l'école inclusive que l'arrivée des PAS dégrade encore... Nous sommes en position de construire le rapport de forces et de gagner sur nos revendications. Nous devons mobiliser dans nos établissements, écoles et services pour ne plus subir mais être à l'offensive et arracher de nouvelles victoires.



Lo Conche, secrétaire général·e
Illustration : Lo Conche

Lycée Pro

Parcours différencié : un échec annoncé

La réforme des lycées professionnels à la rentrée 2024 avait été brutalement appliquée à l'ensemble des niveaux du Bac Pro. Les dispositifs de co-intervention et de chef-d'oeuvre/projet, introduits par la réforme Blanquer, n'avaient jamais enthousiasmé les enseignant·es. Lorsque les volumes horaires de ces dispositifs ont été réduits, les heures redistribuées n'ont pas compensé les heures d'enseignement perdues. Au contraire, la mise en place des groupes à effectifs réduits et la dérégulation de l'année de terminale a aggravé la situation.

L'année de Terminale Bac Pro a été particulièrement touchée par la mise en place du parcours différencié, dit « en Y ». Les enseignant·es et les équipes de Direction ont dû mettre en place de vraies usines à gaz (qui se sont révélées inutiles) pour préparer ces deux parcours.

La CGT Educ'Action 92 a réuni le 20 juin des camarades d'une quinzaine de lycées professionnels ou polyvalents du département pour dresser un premier bilan accablant du parcours différencié. Les remontées du terrain sont unanimes et sans appel : c'est un échec cuisant dans quasiment tous les établissements. Les conséquences sont catastrophiques pour les élèves (absentéisme record, déscolarisation...) mais également pour les personnels (augmentation de la charge de travail parfois au-delà des obligations de service, perte de sens du métier...).

Les élèves ayant massivement boycotté le « parcours de préparation à la poursuite d'études », le parcours différencié a finalement consisté principalement en un parcours « de préparation à l'insertion professionnelle » qui a augmenté la durée des PFMP et diminué les heures d'enseignement. Rappelons que l'entreprise n'est pas le lieu de formation idéal que nous vantent nos ministres successif·ves. Il expose nos élèves à de nombreux risques (violences sexistes et sexuelles au travail,

discriminations, exposition à des produits dangereux, etc.) comme l'atteste le taux élevé d'accidents du travail chez les jeunes salarié·es.

Le constat d'échec est visiblement partagé par notre ministre, qui a annoncé le 27 août, lors de son discours de rentrée, des premiers ajustements du parcours différencié : épreuves d'examens repoussées début juin, diminution de la durée du parcours de 6 à 4 semaines. L'épreuve de PSE devrait également être replacée dans la même période.

Mais après la démission du gouvernement Bayrou, un nouveau ministre encore plus réactionnaire ne risque-t-il pas d'imposer un nouveau recul à l'enseignement professionnel ? La CGT Educ'Action 92 réunira le mercredi 5 novembre ses adhérent·es en lycée professionnel pour préparer la mise en place d'une mobilisation avec un rapport de force à même d'obtenir l'abrogation du parcours différencié et enfin gagner un plan d'urgence pour la formation professionnelle : augmentation des places en LP, sécurisation des PFMP et diminution de leur durée, et carte des formations tenant compte des besoins sociaux et des enjeux écologiques.

Combattre ce projet réactionnaire est une nécessité, émanciper la jeunesse scolarisée en LP est un enjeu de classe et de société qui nécessite de construire une mobilisation intersyndicale d'ampleur permettant d'abroger cette réforme !

*Colas Geranton, secrétaire de section
LPO Manouchian – Chatenay*

*Didier Sabalot, secrétaire de section
LP Monod – Antony*

1^{er} degré

Toujours moins de confiance...

Le jour de la rentrée, dès 8h30, des conseiller·es pédagogiques de circonscription et départementaux·ales ont été envoy·es dans les écoles du 92 pour compter les élèves, vérifiant les dires des enseignant·es et directeur·trices en recomptant les élèves un·e à un·e. Ce flicage a été très mal vécu par les collègues des écoles concernées.

Les services départementaux de l'Éducation nationale devraient plutôt se préoccuper de mieux anticiper la carte scolaire ; car cette année encore, parmi les cinq écoles qui se sont vu fermer une classe à la rentrée, certaines n'ont pas eu d'évolution d'effectifs pendant l'été. Pourtant, malgré les alertes d'une des directrices concernées, à aucun moment son école n'avait été placée en vigilance. Au-delà des 5 postes « récupérés », l'impact sur les équipes, les élèves et leurs familles est réel.

Si des personnels manquent à l'appel en cette rentrée, c'est dû à un nombre toujours croissant de démissions d'enseignant·es titulaires et contractuel·les. Et ce n'est pas ce climat de méfiance et de contrôle vis-à-vis des personnels qui va éradiquer cette fuite.

Par contre, il n'y a aucun souci pour compter sur la bonne volonté des personnels quand il s'agit d'acheminer les livrets des évaluations nationales vers les écoles ou d'exercer le rôle de référent·e « École et cinéma ».

De la confiance et de la considération, qui passent entre autre par une revalorisation salariale, voilà ce dont nous avons besoin, d'urgence !

*Céline Gelard, secrétaire de section de ville
– Gennevilliers*

Collège

Enterrons définitivement les groupes de niveaux

L'échec de la mise en place large des groupes de niveaux, puis de besoins, au collège en 6^e et en 5^e montre que les équipes éducatives ont encore leur mot à dire sur leurs pratiques pédagogiques. Cela met aussi en lumière la grande disparité des situations au sein des collèges et l'inadéquation des réformes que l'on nous impose sans concertation ni logique.

Rien que dans notre département, d'après les remontées de nos camarades, les applications sont très diverses : certains collèges ont suivi les consignes, d'autres ont testé des mises en place partielles et les ont soit renforcées cette année, soit abandonnées totalement. Certaines équipes ont réussi à se mobiliser et à faire céder leur direction et d'autres n'ont eu d'autres choix que d'appliquer.

Quoi qu'il en soit, la mesure est globalement un échec, y compris du point de vue de l'Inspection générale qui a rendu un rapport peu flatteur en mai 2025. Il revient sur les situations inégales des établissements, les difficultés multiples engendrées par le dispositif... Il conclut surtout sur « le risque que la mesure accroisse les écarts entre les élèves plus qu'elle ne les réduise ».

Il s'en faudrait de peu pour que ce dispositif soit définitivement abandonné – à nous de maintenir la pression.

*Lo Conche, secrétaire de section collègue
Victor Hugo – Nanterre*

Actualité

Se syndiquer pour résister et gagner !

Les gouvernements se succèdent et la politique reste la même : au service du patronat, déterminé à faire reculer les droits des travailleur·euses. Depuis plusieurs décennies, force est de constater qu'il y parvient plutôt bien et que les victoires sociales sont rares ou de portée limitée. L'extrême-droite a su profiter des mécontentements en désignant des coupables dans la population et en faisant de vagues promesses dans le but de s'emparer du pouvoir. Des franges de plus en plus importantes du patronat voient en celle-ci une bonne candidate pour défendre ses intérêts.

Face à cela, comment résister ? On l'a vu par le passé lors des grandes conquêtes sociales mais on le voit encore régulièrement, notamment à l'échelon local : la lutte collective est ce qui nous permet de bloquer des attaques contre nos droits et d'engendrer des victoires. C'est le moyen dont nous disposons en tant que

travailleur·euses et nous avons pour cela un avantage considérable : le nombre !

Dans cette perspective, le rôle de la CGT et de ses syndicats est d'organiser cette lutte, aussi bien pour les intérêts immédiats des salarié·es que pour une autre société, plus juste, libérée du capitalisme, du patriarcat et de toute forme de domination. C'est ce que font la CGT Educ'action 92 et ses militant·es en construisant le rapport de force par la grève et les manifestations mais aussi en défendant au quotidien les personnels de l'Education nationale pour que nos droits soient respectés et en acquérir de nouveaux. Notre syndicat est également un lieu précieux de débats, d'échanges, de décisions collectives, de formation. De plus en plus de collègues s'y retrouvent et nous rejoignent. C'est la voie à suivre pour résister et gagner !

Maxime Pouvreau, secrétaire général

Calendrier

Mardi 7 octobre	Formation – Accueil des nouveaux·elles syndiqué·es
Mardi 5 novembre	Pôle Lycée Professionnel
Jeudi 13 novembre	Formation – Agir en tant qu'élue·es au Conseil d'Administration
Mardi 18 novembre	Formation – Droits des personnes LGBTQIA+
Vendredi 5 décembre	Conseil Syndical Départemental

**Syndiquez
vous !**



Sur le web

 **Site académique**

cgteduc-versailles.fr

 **Site départemental**

92.cgteduc.fr



Nos permanences syndicales à Nanterre

Mercredi

14h - 17h

Vendredi

9h - 12h

14h - 17h

(il est préférable de prendre rendez-vous
ou d'appeler avant de venir)

Nous contacter

 **CGT Educ'action 92**

87 rue Pierre Curie

92000 NANTERRE

 06 31 33 47 55

1er degré - 06 40 58 25 46

2nd degré - 06 38 79 32 38

@ cgteduc92@gmail.com